

La crise au Cachemire, l'Inde, le Pakistan et le combat des forces progressistes

mardi 5 mars 2019, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mars 2019).

L'Inde a mené un raid aérien au Pakistan à la suite d'un attentat suicide commis le 14 février dernier à Plumawa, au Cachemire sous occupation indienne, réveillant le spectre d'une guerre entre deux Etats possédant l'arme nucléaire [1].

Le Cachemire est un pays himalayen administré à l'ouest par le Pakistan et à l'Est par l'Inde depuis la partition des Indes britanniques en 1947. De population majoritairement musulmane, il est le principal foyer de tension entre les deux Etats et a déjà été l'objet de plusieurs conflits militaires.

L'attentat-suicide de Plumawa a eu lieu dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire - le nom donné à la partie orientale du Cachemire, sous contrôle de l'Inde. La riposte indienne a été « hors norme ». Selon le correspondant du *Monde* en Inde [2], Julien Bouissou, « des lignes rouges ont été franchies » par New Delhi. C'est la première fois depuis 1971 que l'aviation de combat indienne intervient bien au-delà de la ligne de démarcation qui coupe en deux le Cachemire. Une telle intervention n'avait pas eu lieu lors la précédente guerre indo-pakistanaise sur les hauteurs de Kargil, en 1999. Un nationaliste hindou était pourtant déjà au pouvoir, Atal Bihari Vajpayee. C'est aussi la première fois que l'Inde envoie son armée de l'air en réponse à une attaque-suicide revendiquée par un groupe islamiste sur le sol indien.

Les organisations progressistes indiennes et pakistanaïses agissent de concert contre le danger de guerre et pour que le droit à l'autodétermination des Cachemiris soit reconnu. Pourtant, elles ont vigoureusement condamné l'attentat-suicide de Plumawa où une quarantaine de paramilitaires indiens ont trouvé la mort. Elles considèrent en effet que cette forme de lutte a de dangereuses conséquences.

- Elle facilite une riposte militaire indienne qui conduit à une situation de quasi-guerre susceptible de basculer dans un conflit majeur alors que la région est maintenant nucléarisée (ce n'était pas le cas en 1971).
- Côté indien, elle permet au Premier ministre Narendra Modi de faire monter la tension à la veille d'élections régionales en avril et mai qu'il risque de perdre. Modi, c'est l'extrême droite suprémaciste hindoue, nourrie par le RSS que bien des marxistes indiens considèrent être un mouvement de masse fasciste. Modi en a appelé à l'unité nationale, leur demandant de « faire mur » et d'être « solide comme un roc » contre l'« ennemi ».
- Côté pakistanaïse, elle permet à l'armée de conforter sa mainmise sur le pays, de justifier au nom de la défense nationale ses exigences budgétaires et les nombreux privilèges des membres du haut commandement.
- Côté cachemiri, elle favorise la mainmise de groupes fondamentalistes liés à des fractions de l'appareil d'Etat pakistanaïse qui manipulent à leur fin propre le rejet de l'occupation étrangère. L'attentat-suicide de Plumawa a été commis par un habitant de la localité, mais revendiqué par le

mouvement Jaish-e-Mohammad (JeM) basé au Pakistan. Dans un environnement hyper militarisé, cela rend très incertain le développement d'un large mouvement populaire de résistance aux occupations.

Les racines locales de la résistance sont indéniables, mais la mobilisation de masse cède le pas à des formes « terroristes » d'action militaire (ce n'est pas une « guerre du peuple) et le mot d'ordre d'« Azadi » (liberté) est remplacé par le slogan « Shariyat ya Shahadat » (la loi islamique ou la mort) [3]. Il devient, dans ces conditions, plus difficile de construire des solidarités de classe au Cachemire, Pakistan et Inde en réponse à l'occupation.

Pour l'heure, un point d'arrêt a été mis à l'escalade militaire, le Pakistan libérant notamment le 1^{er} mars un pilote indien qu'il avait capturé après avoir abattu son avion. Le risque de « dérapage » n'est pas pour autant jugulé. Modi peut vouloir attiser une nouvelle fois les tensions à la veille des élections. Des provocations peuvent venir de diverses « fractions », étatiques ou non, d'un côté ou de l'autre la ligne de démarcation.

Les forces antiguerres indiennes et pakistanaises ont lancé des appels pour que les mouvements progressistes de tout le sous-continent se mobilisent pour dire ensemble « Non à la guerre ».

Elles en appellent aussi au mouvement antiguerre international. De même que la péninsule coréenne, la frontière indo-pakistanaise est l'une des zones où un conflit peut prendre une dimension nucléaire, fut-ce à la suite d'un « dérapage incontrôlé ».

L'urgence est aussi à la solidarité avec les Cachemiris. En Inde tout d'abord, où des étudiant.es, commerçant.es et travailleur.es originaires du Cachemire ont été agressé.es, sommé.es de « rentrer chez eux » sous la pression des nationalistes hindous. « Chez eux » où la répression s'est déchaînée : arrestations en masse, usages de pistolets à billes de plomb (de nombreux adolescents ont perdu la vue). « Les hôpitaux psychiatriques sont remplis. Les Cachemiris paient le prix de cette crise indo-pakistanaise. » [4]...

Apportons notre solidarité aux mouvements qui tentent de briser le corset de la militarisation en développant un mouvement populaire de masse social, démocratique et pour le droit à l'autodétermination - une autodétermination sans laquelle il n'y aura pas de paix possible dans cette partie du monde.

Défendons aussi les forces progressistes au Pakistan et en Inde qui luttent solidairement contre la guerre et qui, dans chaque pays, peuvent être dénoncées comme des « traîtres à la nation » et devenir la cible de la répression.

Le gouvernement français quant à lui s'est rangé aux côtés de l'Inde. Il a défendu « la légitimité de l'Inde à assurer sa sécurité contre le terrorisme transfrontalier » et a demandé au Pakistan de « mettre fin aux agissements des groupes terroristes installés sur son territoire ». Ces formules sont quasiment mot à mot celles du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo !

Grâce à sa puissance économique et son rôle géostratégique contre la Chine, l'Inde bénéficie d'un large soutien diplomatique mêlant les Etats-Unis, l'Union européenne, des pays du Golfe et Israël, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Les investissements économiques et géostratégiques de la Chine au Pakistan sont considérables ; elle y a construit un corridor lui donnant un accès privilégié au nouveau port de Gwadar, dans le sud-ouest du pays. Elle n'est en rien à l'origine du présent conflit au Cachemire, mais veillera autant qu'elle le peut à ce que la stabilité de l'Etat pakistanais ne soit pas menacée. Elle joue l'apaisement

et met pour se faire en œuvre les mécanismes permanents de coopération sécuritaire établis avec la Russie et l'Inde.

Les grandes puissances ne sont évidemment pas absentes de la crise.

Pierre Rousset

Mise à jour : la situation à la frontière

Nisar Shah, du Parti Awami des Travailleu.es du Cachemire (JKAWP) (côté Pakistan) a une section dans la ville de Nakial sur la ligne de contrôle (démarcation). Cette ville est particulièrement affectée par les bombardements terrestres. De nombreuses personnes ont été tuées ou blessée. Des familles sont parties se réfugier ailleurs et certaines ont perdu leurs maisons et leur bétail.

Le téléphone et Internet étaient totalement bloqués, mais les communications sont partiellement restaurées et nous attendons un rapport de la section locale sur l'aide d'urgence qui pourrait être apporté à la population. L'armée rend difficile la distribution de l'aide.

Nous reviendrons sur cette question de l'aide d'urgence à la frontière.

Nous n'avons pour l'heure pas de contact direct avec des organisation du côté sous occupation indienne du Cachemire.

P.-S.

- Une version plus courte de cet article va paraître dans le prochain numéro de l'Anticapitaliste.
-

Notes

[1] Cet article est susceptible d'être précisé et mis à jour.

[2] Disponible sur ESSF (article 47953), [Vive tension militaire au Cachemire entre l'Inde et le Pakistan](#).

[3] op. cit.

[4] op. cit.